

Questions and Answers from Bidders

Technical Advisory Services related to Clean Energy and Greenhouse Gas Emissions in Aboriginal and Northern Communities – Standing Offer Agreement (SOA) 20-13-6009 and 20-13-6010

Question 1:

M3 – Project Summaries (p. 16 of 65 of the document) states in clause a) that at least one (1) of the three (3) project summaries provided MUST describe the provision of these services for a federal, provincial or municipal government client. Can Hydro-Québec be considered a provincial government client?

Yes, Hydro-Québec may be considered a provincial government client for the purposes of this RFP.

Question 2:

Clause 21 of the section “Instructions to Bidders” in the RFP document states that the contractor, employees and subcontractors must possess valid **reliability status** security clearance [...] before undertaking call-up work. For this submission, can one or more resources be proposed whose security clearance application is currently in progress?

Yes. Proposed resources do not need to have a valid security clearance at the time of bid submission, but proposed resources must have a valid Government of Canada security clearance prior to the commencement of the call-up work.

Question 3:

Appendix D, section 7.2.1 (page 47 of 65) states that senior technical advisors and intermediate consultants must hold an undergraduate degree in one of the proposed fields: architectural sciences, civil engineering, environmental engineering, environmental science, electrical engineering, integrated engineering and mechanical engineering. Would an undergraduate degree in chemical engineering be acceptable?

Yes; however, for Science or Applied Science fields of study not specifically listed in the Minimum Resource Qualifications under Appendix D of the RFP, it is the Bidder's responsibility to demonstrate how the field of study relates to SW5 – Scope of Work.

Question 4:

With regard to the reference documents that need to be completed by our clients and returned to us, given that it is the holidays and the end of the year, would it be possible to obtain an extension to ensure that there is enough time to receive the evaluations?

The RFP has been extended to January 10, 2014.

Questions et réponses pour les soumissionnaires

Services consultatifs techniques à l'égard de l'énergie propre et des émissions de gaz à effet de serre dans les collectivités autochtones et nordiques – convention d'offre à commandes 20-13-6009 et 20-13-6010

Question 1 :

Au critère O3 – Résumés de projet (p. 16 de 65 du document), il est stipulé à la clause a) que *au mois un (1) des trois (3) résumés de projet fournis DOIT décrire des services fournis à un client du gouvernement municipal, provincial ou fédéral*. : Peut-on considérer que la société Hydro-Québec est un client du gouvernement provincial?

Oui, aux fins de la demande de propositions, on peut considérer la société Hydro-Québec comme un client du gouvernement provincial.

Question 2 :

La clause 21 de la section « Instruction aux soumissionnaires » du document de DDP stipule que *l'entrepreneur, les employés et ses sous-traitants doivent détenir une **côte de fiabilité valide** [...] avant d'entreprendre les travaux de commandes subséquentes* : dans le cadre de la présente soumission, est-il possible de proposer une ou des ressources dont la demande de côte de sécurité est en cours?

Oui. Il n'est pas nécessaire que les ressources proposées détiennent une cote de fiabilité valide du gouvernement du Canada au moment de la soumission, mais elles doivent l'avoir obtenue avant le début des travaux de commandes subséquentes.

Question 3 :

L'appendice D, section 7.2.1 (page 47 de 65) indique que les conseillers techniques principaux et intermédiaires doivent détenir un diplôme de premier cycle parmi ceux proposés : sciences architecturales, génie civil, génie de l'environnement, science de l'environnement, génie électrique, génie intégré et génie mécanique. Est-ce qu'un diplôme de 1^{er} cycle en génie chimique serait acceptable?

Oui. Toutefois, si le domaine d'études en sciences ou en sciences appliquées ne figure pas dans la liste des qualifications minimales des ressources de l'appendice D de la DDP, le soumissionnaire doit démontrer en quoi le domaine d'études se rapporte à l'ET5 – Étendue des travaux.

Question 4 :

Concernant les documents de références que doivent remplir nos clients et nous être remis, compte tenu de la période des fêtes et de la fin de l'année, serait-il possible d'obtenir une extension afin de s'assurer d'avoir le temps de recevoir les évaluations?

L'échéance a été reportée au 10 janvier 2014.